



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse**

Route DE CHALAMPE  
68390 Sausheim

Références : 0006700467\_2025\_05\_19\_PSA(Général)\_VIIC-SuivEchLégio  
Code AIOT : 0006700467

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le suivi des échéances d'une précédente visite d'inspection le 16/10/2024 dans le cadre de l'action régionale 2024 concernant les tours aéroréfrigérantes et leur suivi d'exploitation.

La visite d'inspection avait abouti à la constatation d'une non-conformité concernant le positionnement d'un point de prélèvement d'eau pour l'analyse Légionelles et donné lieu à la signature d'un Arrêté de Mise en Demeure en date du 09/12/2024.

Le site de STELLANTIS Mulhouse possède 32 Tours AéroRéfrigérantes.

Le contrôle effectué a eu lieu sur deux circuits de refroidissement du site nommés : TAR Fonderie et

TAR Outillage Central.

Les référentiels utilisés sont :

- l'Arrêté Ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921. Cet arrêté ministériel est repris dans l'arrêté préfectoral codificatif du 10/10/2019, au chapitre 9.6 « Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (rubrique 2921) ».
- l'Arrêté de Mise en Demeure du 09 décembre 2024

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage), il abrite également d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Entretien / État de Surface	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point de Prélèvement Légionelles	AP de Mise en Demeure du 09/12/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Procédure Nettoyeur Haute Pression	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
4	Cas de dépassement multiples	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.b	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a relevé deux non-conformités aux prescriptions contrôlées :

- Point de contrôle n°3 : maintien de la présence de rouille et de tartre sur les parties internes et externes du circuit de refroidissement TAR Fonderie, notamment conduite d'eau d'appoint et sous bassement d'une TAR.

Ce point a fait l'objet d'une action corrective lors de la visite d'inspection du 16/10/2024. Suite au constat de l'absence de retour à la conformité lors de la présente visite, l'Inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.

- Point de contrôle n°5: dépassements des valeurs limites de concentration en Légionelles et en MES (Matières En Suspension) sur l'eau d'appoint de toutes les TAR du site sur les mesures de Février 2025 et absence d'actions correctives mises en place suite à ces dépassements.

L'Inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette prescription.

Concernant le point de contrôle n°1, suite au constat du retour à la conformité sur le point de prélèvement d'eau sur la TAR Outillage Central, l'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure du 09/12/2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Point de Prélèvement Légionelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/12/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté,</b> l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.3.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 portant prescriptions complémentaires :  "Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. [...]"
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 16/10/2024, l'Inspection avait constaté une non-conformité concernant le positionnement du point de prélèvement Légionelles de la TAR (Tour Aéroréfrigérante) dénommée "TAR Outillage Central".  Dans le cadre de ce point de contrôle, l'Inspection s'est attachée uniquement à contrôler le retour à la conformité sur le positionnement du point de prélèvement Légionelles de la TAR Outillage Central.  Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courrier daté du 17/12/2024 comprenant les éléments de réponse suivants: - une explication sur la modification apportée sur le positionnement du point de prélèvement

<ul style="list-style-type: none"> <li>- des photos montrant le changement de position</li> <li>- un plan du circuit TAR Outillage Central mis à jour avec la modification du positionnement</li> </ul> <p>Lors du contrôle sur le terrain, l'Inspection a constaté visuellement le changement de positionnement du point de prélèvement Légionelles et la position est en accord avec les éléments apportés (plan).</p> <p>Suite aux constats effectués, l'Inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure sur cet article.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Procédure Nettoyeur Haute Pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation [...] L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16/10/2024, l'Inspection avait constaté l'absence de procédure spécifique pour l'utilisation d'un laveur haute pression dans le cadre du nettoyage de la TAR décrivant notamment les EPI (Équipements de Protection Individuelle) à porter et les actions pour limiter la dispersion de légionelles.</p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courrier daté du 02/04/2025 la procédure spécifique concernant l'utilisation d'un laveur haute-pression (réf: Procédure de nettoyage au jet haute pression des stations de refroidissement daté du 31/01/2025).</p> <p>Après étude du document, l'Inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le listing des EPI à porter lors de l'utilisation du laveur (notamment, masque FFP3, casque, lunettes, gants et combinaison étanches)</li> <li>- des parties sur la préparation et la mise en place du chantier de nettoyage incluant la délimitation d'une zone suffisante (au moins 6 mètres de la TAR) pour assurer la protection des tiers (aucune personne non formée doit être présente à l'intérieur de la zone) ainsi qu'une consigne de ventilation afin de permettre d'évacuer le brouillard d'eau</li> </ul> <p>Les constats effectués permettent de répondre à la prescription contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Entretien / État de Surface

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 16/10/2024, l'Inspection avait constaté sur la TAR Fonderie la présence de coulure et de tartre sur plusieurs points extérieurs ainsi que de la rouille au niveau de la conduite d'eau d'appoint.  Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courrier daté du 02 avril 2025 les gammes de maintenance préventive mensuelle et annuelle mise à jour. L'exploitant indique que la gamme annuelle sera mise en place lors de l'arrêt annuel en août 2025.  Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté la présence du même état de surface du circuit de refroidissement TAR Fonderie que lors de la visite d'inspection du 16/10/2024. Selon les explications de l'exploitant, une action curative sur l'état de propreté de la TAR Fonderie est en cours de chiffrage auprès du fabricant de la TAR. Cependant, à ce jour, aucun devis n'a pu être présenté à l'Inspection et l'état de surface du circuit de refroidissement TAR Fonderie est toujours très dégradé (notamment au niveau de la conduite d'eau d'appoint).  Les constats effectués lors de la visite montrent des non-conformités vis-à-vis de la prescription contrôlée. Lors de la visite d'inspection du 16/10/2024, l'Inspection avait conclu à la mise en place d'une action corrective. Étant donné l'absence de retour en conformité lors de la visite d'inspection du 19/05/2025, l'Inspection propose au Préfet de mettre en demeure l'exploitant sur la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 4 : Cas de dépassement multiples

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche des causes de dérive et la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives mises en oeuvre.

Il procède à des actions curatives, recherche à nouveau la cause de dérive, met en place des actions correctives, et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 16/10/2024, l'Inspection avait constaté notamment l'absence de mesures d'efficacité des actions correctives dans le cadre des 3 dépassements consécutifs constatés sur la plateforme GIDAF à partir du mois de mai 2024.

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courrier daté du 02/04/2025 une mise à jour de la fiche de stratégie de traitement pour la TAR Fonderie.

Après analyse du document et présentation par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté que:

- lors du 1er dépassement (entre 1 000 et 100 000 UFC/L), l'exploitant met en place une fiche d'incident et réalise une première action corrective : vidange partielle du bassin en maintenant l'installation en fonctionnement et injection d'un traitement choc dans l'installation (à base de Javel)
- lors du 2ème dépassement, l'exploitant réalise une vidange complète du bassin avec arrêt de la production, nettoyage du bassin et désinfection de l'installation à la remise en eau.
- lors du 3ème dépassement et pour les suivants, l'exploitant réalise à nouveau l'action corrective du 2ème dépassement mais en modifiant la quantité de Javel.

Lors des 3 dépassements consécutifs en mai 2024, l'exploitant avait mis en place une FISAA (fiche de suivi d'action et d'amélioration).

Une des pistes retenues pour la cause des dépassements était la température élevée de l'eau d'appoint. Cette eau vient du circuit d'eau industriel qui subissait un préchauffage car l'eau est utilisée pour le refroidissement des compresseurs de l'atelier R15.

Sur cette piste, l'exploitant a arrêté l'introduction de l'eau de refroidissement des compresseurs

dans le réseau d'eau industrielle à partir du 11/07/2024 ce qui a permis de baisser la température de l'eau d'appoint de 25 à 17°C.

De plus, lors de la visite du 19/05/2025, l'exploitant a précisé que la cause retenue est multifactorielle : température haute, production importante durant la période de dépassement et climat chaud en été.

Après vérification sur la plateforme GIDAF, les actions menées ont permis un retour en conformité à partir de fin octobre 2024 avec 3 mesures conformes d'affilée : 25/09/2024, 10/10/2024 et 23/10/2024.

Enfin, suite à l'identification de la cause des dépassements multiples sur la TAR Fonderie, l'exploitant a expliqué avoir mis en place des actions préventives complémentaires (suite à la réintroduction de l'eau de refroidissement des compresseurs dans le réseau d'eau industrielle)

- suivi journalier de la température de l'eau d'appoint de la TAR Fonderie (suivi su GTC - Gestion Technique Centralisé) et alarme en cas de dépassement
- si la température est trop élevée, mise en place d'une vidange de l'eau industriel dans le rejet canal et renouvellement de l'eau du circuit avec de l'eau brute provenant de la nappe pour refroidir l'eau du circuit
- souscription d'un contrat avec un prestataire avec changement des compresseurs de l'atelier R15 par des compresseurs plus récent (selon l'exploitant, les nouveaux compresseurs seront mis en place courant de l'été 2025). De plus, selon les dires de l'exploitant, un projet est à l'étude pour récupérer et réutiliser la chaleur produite par les compresseurs (et éviter qu'elle soit perdue dans le réseau d'eau industrielle).

Après consultation de la plateforme GIDAF, l'Inspection a constaté l'efficacité des actions complémentaires car aucun dépassement de plus de 1000 UFC/L n'a été constaté en 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Eau d'appoint

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée.
- Matières en suspension < 10 mg/l.

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.

En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.

**Constats :**

Lors du contrôle, l'exploitant a présenté le tableur présentant les résultats des mesures MES (Matières en Suspension) et Légionelles pour l'ensemble des TAR du site.



Deux séries de mesures ont été réalisées: le 04/02/2025 et le 18/02/2025.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis par courriel en date du 28/05/2025 les bordereaux d'analyses des campagnes 2025 (04/02 et 18/02) ainsi que les campagnes 2024 (01/07/2024 et 29/07/2024) sur l'eau d'appoint de ces TAR.

Après étude des résultats d'analyses, l'Inspection a constaté :

**Pour l'année 2024 :**

1ère campagne:

- sur 11 analyses légionelles réalisées, 9 mesures montraient un dépassement de la valeur limite prescrite (> seuil de quantification de 10 UFC/L) avec des valeurs comprises entre 10 et 82 UFC/L
- sur 1 analyses MES réalisées, 0 mesure montrait un dépassement de la valeur limite prescrite (> 10 mg/L).

Action corrective entre les deux campagnes: purge et désinfection des points de prélèvement

2ème campagne:

- sur 9 analyses légionelles réalisées (uniquement les points non conformes de la 1ère campagne), 6 mesures montraient un dépassement de la valeur limite prescrite (> seuil de quantification de 10 UFC/L) avec des valeurs comprises entre 10 et 50 UFC/L
- sur 9 analyses MES réalisées, 0 mesure montrait un dépassement de la valeur limite prescrite (> 10 mg/L).

**Pour l'année 2025 :**

1ère campagne:

- sur 11 analyses légionelles réalisées, 11 mesures montraient un dépassement de la valeur limite prescrite (> seuil de quantification de 10 UFC/L) avec des valeurs comprises entre 10 et 180 UFC/L
- sur 11 analyses MES réalisées, 1 mesure montrait un dépassement de la valeur limite prescrite (> 10 mg/L) avec une valeur de 150 mg/L

Action corrective entre les deux campagnes: purge et désinfection des points de prélèvement

2ème campagne:

- sur 11 analyses légionelles réalisées, 11 mesures montraient un dépassement de la valeur limite prescrite (> seuil de quantification de 10 UFC/L) avec des valeurs comprises entre 27 et 240 UFC/L
- sur 11 analyses MES réalisées, 0 mesure montrait un dépassement de la valeur limite prescrite (> 10 mg/L).

Suite à ces dérives, l'exploitant est en cours de recherche des causes avec la réalisation d'analyses au niveau du château d'eau du site mais aucunes actions correctives n'est mise en place.

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a transmis par courriel en date du 28/05/2025 le bordereau d'analyses concernant le château d'eau (analyse du 04/03/2025).

Après étude du bordereau, l'Inspection a constaté aucun dépassement des valeurs limites pour le paramètre Légionelle et MES.

La présence de légionelle est avérée sur les circuits d'eau présents entre le château d'eau et les conduites d'eau d'appoint des circuits de refroidissement. D'après les analyses, les légionelles sont présentes depuis juillet 2024 sur les eaux d'appoint des circuits de refroidissement. Il apparaît

alors que l'analyse des dérives sur le circuit de refroidissement TAR Fonderie est incomplète puisqu'il évoque uniquement un problème de température des eaux d'appoint sans évoqué la présence de légionelle au sein de ces eaux.

Les constats réalisés avec de nombreux dépassements de valeurs limites en légionelles et l'absence d'action corrective démontrent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois